

ALLEMAGNE

République fédérale d'Allemagne

CAPITALE : Berlin

SUPERFICIE : 356 973 km²

POPULATION : 82 143 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Roman Herzog, remplacé par Johannes Rau le 23 mai

CHEF DU GOUVERNEMENT : Gerhard Schröder

LANGUE OFFICIELLE : allemand

PEINE DE MORT : abolie

ALLEMAGNE

Des informations ont fait état de mauvais traitements infligés par des policiers. La plupart des victimes étaient des ressortissants étrangers et ces violences étaient fréquemment exercées lors d'expulsions forcées. Les autorités ont tenté de renvoyer dans leur pays d'origine des personnes qui risquaient d'y être victimes de violations de leurs droits fondamentaux. Un homme est mort au cours d'un renvoi forcé et un autre aurait été abattu par la police.

Mort au cours d'un renvoi forcé

Amnesty International était inquiète à l'idée que des agents de la Police fédérale des frontières aient peut-être en utilisant des méthodes de contrainte obstruant les voies respiratoires, contribué au décès d'un ressortissant soudanais expulsé au mois de mai. Aamir Ageeb, citoyen soudanais âgé de trente ans, est mort dans l'avion qui le conduisait de l'aéroport de Francfort vers Khartoum *via* Le Caire (Égypte). Avant le départ, des agents de la Police fédérale des frontières auraient attaché les mains et les pieds d'Aamir Ageeb et auraient mis un casque sur sa tête alors qu'il tentait de résister à l'expulsion. Une fois dans l'avion, les policiers l'auraient contraint à se plier en deux, la tête entre les genoux, et l'auraient maintenu dans cette position durant le décollage de l'appareil. Peu après, Aamir Ageeb a cessé de se débattre et les policiers l'ont redressé sur son siège avant de constater que l'homme ne respirait plus. Ce décès a suscité un débat au sein de diverses catégories professionnelles, notamment celles des médecins et des pilotes, concernant leur participation à des expulsions forcées. En août, le gouvernement a tranché la question de savoir qui détient l'autorité suprême pendant les opérations d'expulsion, en annonçant que les agents de la Police fédérale des frontières sont subordonnés au commandant de l'avion dès la fermeture des portes de l'appareil.

Réfugiés

En 1999, plus de 95000 personnes auraient demandé l'asile politique en Allemagne. Les pressions croissantes qui sont exercées sur les structures administratives nationales et locales ont conduit à réexaminer la question de l'avenir du droit d'asile. Toutefois, des organisations nationales et internationales ont déploré le fait que les autorités aient expulsé des individus qui n'étaient pas en état de voyager ou qui vivaient en Allemagne depuis longtemps, et qu'elles aient tenté de renvoyer des personnes risquant d'être victimes de violations des droits humains dans leur pays d'origine.

✓ Fathelrahman Abdallah, ressortissant soudanais détenu à Nuremberg, aurait fait l'objet de plusieurs menaces de renvoi. Ancien membre actif du Parti unioniste démocratique (PUD) du Soudan, il risquait fortement d'être emprisonné ou torturé en cas de renvoi dans ce pays. À la fin de l'année, il a été autorisé à rester en Allemagne mais uniquement jusqu'en février 2000.

victimes de traitements cruels, inhumains et dégradants infligés par des agents de la Police fédérale des frontières au cours de ces vols spéciaux.

✓ En mars, 15 demandeurs d'asile auraient été embarqués à bord d'un vol spécial reliant Düsseldorf à Conakry (Guinée). Ils auraient été escortés par 41 agents de la Police fédérale des frontières. À leur arrivée à Conakry, les autorités guinéennes ont refusé de reconnaître les documents de voyage des demandeurs d'asile et l'avion charter a été contraint de regagner l'Allemagne avec les 15 personnes à son bord. Selon certaines informations les agents de la Police fédérale des frontières leur ont infligé des violences physiques et verbales pendant le vol. Amnesty International était particulièrement préoccupée par les informations indiquant qu'avant le départ, un des expulsés avait eu un casque placé sur la tête et avait été maintenu de force la tête entre les genoux pendant vingt minutes lors du décollage.

Mauvais traitements

Des allégations ont fait état de mauvais traitements infligés par la police. La majorité des plaintes émanaient de ressortissants étrangers, notamment de membres de minorités ethniques et de demandeurs d'asile. La plupart d'entre eux ont déclaré avoir été frappés à plusieurs reprises à coups de poing, de pied ou de matraque. Dans certains cas, des policiers auraient tenu des propos injurieux et racistes.

✓ Ibrahim Kourouma, ressortissant guinéen, a affirmé avoir été maltraité par des agents de la Police fédérale des frontières à l'aéroport Schönefeld de Berlin, le 7 avril, après avoir refusé de monter dans l'avion. Selon ses dires, il a été emmené dans une pièce meublée d'une table d'environ un mètre de large, puis attaché sur le dos en travers de la table, les chevilles et les poignets menottés à celle-ci. Le bas du dos d'Ibrahim Kourouma reposait sur un coin de table, ce qui le faisait souffrir. Il a été laissé dans cette position pendant environ trois heures. Un policier a posé un tee-shirt mouillé sur la tête d'Ibrahim Kourouma, qui a ainsi éprouvé des difficultés pour respirer. Selon un médecin qui a soigné Ibrahim Kourouma à Berlin le 10 avril, ce dernier souffrait de diverses blessures tendant à confirmer son récit.

Lieux de détention

Selon certaines informations, des demandeurs d'asile ont été victimes de mauvais traitements infligés par des fonctionnaires dans divers centres de détention. Les conditions de détention ont également donné lieu à des plaintes. En mai, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) a publié les conclusions de la visite qu'il avait effectuée en 1998 dans plusieurs centres de détention dépendant de l'aéroport de Francfort-sur-le-Main, où étaient détenus des demandeurs d'asile. Le Comité a formulé plusieurs recommandations visant à améliorer l'état des centres de détention de l'aéroport. Dans son rapport au gouvernement allemand, le Comité a demandé des informations sur les résultats d'un certain nombre d'enquêtes ouvertes à la suite d'allégations de mauvais traitements infligés par la police, qui avaient été signalés au Comité en 1997 et au premier semestre 1998. Le gouvernement a répondu, selon les cas, que les investigations étaient toujours en cours ou qu'elles avaient été closes faute de preuves suffisantes.

Utilisation d'armes à feu par des policiers

En juin, un touriste originaire de Cologne a été abattu par des policiers. Amnesty International craint que ce décès n'ait été provoqué par la négligence de la police. La victime, un randonneur de soixante-deux ans, a été mortellement blessée lorsque quatre policiers en civil venus de la ville de Nordhausen ont tiré à travers la porte de sa chambre d'hôtel à Heldrungen (Land de Thuringe). La police aurait été appelée par un employé de l'hôtel affirmant qu'un meurtrier recherché y séjournait. Alors que les policiers étaient censés vérifier l'identité de l'homme, il semble qu'aucun d'eux ne savait à quoi il ressemblait et qu'ils ont tiré deux balles à travers la porte de sa chambre après avoir frappé. À la fin de l'année, deux policiers avaient été suspendus et l'enquête sur le